ANNEXE 2

PROJET DE LOI

de programmation pour un nouveau modèle énergétique français¹

NOR : DEVX1413992L/Rose-1

Extraits commentés

(Commentaires en caractères gras italiques)

Article 1^{er}

I. - L'article L. 100-1 du code de l'énergie est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. L. 100-1.* - La politique énergétique :

« - favorise, grâce au développement des filières industrielles de la croissance verte (*et pourquoi pas nucléaire ?*), l'émergence d'une économie sobre en énergie et en ressources, compétitive et riche en emplois (*exactement comme la production actuelle d'électricité nucléaire qui représente 400.000 emplois aujourd'hui*);

(...)

« - diversifier les sources d'approvisionnement énergétique, réduire le recours aux énergies fossiles, diversifier de manière équilibrée (*pour la puissance installée ? pour la production ? pour l'économie compétitive ? pour l'équilibre du réseau ? dans quels buts ?*) les sources de production d'électricité et augmenter la part des énergies renouvelables (*et pourquoi pas du nucléaire qui répond aussi aux critères définis pour la transition énergétique ?*) dans la consommation d'énergie finale ;

Article 2

I. - L'article L. 100-4 du code de l'énergie est remplacé par les dispositions suivantes :

« La politique énergétique nationale a pour objectifs :

« 1° De réduire les émissions de gaz à effets de serre (*il est rappelé ici que le nucléaire ne produit pas de gaz à effet de serre*) afin de contribuer à l'objectif européen d'une baisse de 40 % en 2030 par rapport à la référence 1990. L'objectif national sera précisé dans les budgets carbone mentionnés à l'article L. 221-5-1 du code de l'environnement ;

« 2° De réduire la consommation énergétique finale de 50 % en 2050 par rapport à la référence 2012 ;

« 3° De réduire la consommation énergétique finale des énergies fossiles de 30 % en 2030 par rapport à la référence 2012 ;

« 4° De porter, en 2030, la part des énergies renouvelables à 32 % de la consommation finale brute d'énergie ;

« 5° De porter (*le mot exact est réduire puisque cette part est aujourd'hui de 75%*) la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % à l'horizon 2025 (*on se demande bien pourquoi puisque, justement, le nucléaire est le meilleur moyen d'atteindre les objectifs fixés en matière d'émission de gaz à effet de serre et de réduction de consommation d'énergies fossiles*) . »

Article 3

Les politiques publiques intègrent les objectifs d'efficacité énergétique et de gestion économe des ressources (*vivement l'arrivée des réacteurs de quatrième génération qui seront très économes en gestion des ressources puisque, par rapport à la génération actuelle pourtant déjà performante, l'efficacité de l'uranium sera multipliée par 100 !*).

¹ <http://www.arnaudgossement.com/media/01/00/1614528884.pdf>

Elles soutiennent la croissance verte (*et nucléaire ?*) au travers du développement et du déploiement des processus décarbonés, de la maîtrise de la consommation d'énergie et de matières, ainsi que de l'économie circulaire (*ce que fait déjà très bien l'énergie nucléaire...*), dans l'ensemble des secteurs de l'économie, et notamment dans l'industrie et la production d'énergie, l'agriculture, les activités tertiaires et les transports. Les dispositifs réglementaires, financiers, fiscaux, incitatifs et contractuels de l'Etat et des collectivités territoriales concourent à ce nouveau mode de développement dans les politiques nationales et territoriales, économiques, de recherche et innovation, d'éducation et de formation initiale et continue.

Les politiques publiques concourent au renforcement de la compétitivité de l'économie française et à l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages. Elles privilégient, à ces fins, un approvisionnement compétitif en énergie et favorisent l'émergence et le développement de filières à haute valeur ajoutée et créatrices d'emplois. Elles accompagnent les transitions professionnelles. *(Le nucléaire correspond parfaitement aux besoins et aux objectifs fixés par ce paragraphe. Pourquoi alors vouloir le réduire ? Serait-ce par masochisme ?)*

Article 5

I. - Le 6° de l'article L. 123-1-5 du code de l'urbanisme est remplacé par les dispositions suivantes : « 6° Imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements, notamment dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation, de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées qu'il définit. Ces performances peuvent concerner l'obligation d'installer des moyens de production d'énergie renouvelable (pourquoi et qui paye ?) ayant une capacité de production minimale définie, le cas échéant, en fonction des caractéristiques des projets. »

II. – Toutes les nouvelles constructions sous maîtrise d'ouvrage publique font preuve d'exemplarité énergétique et seront, chaque fois que possible, à énergie positive.

(Le législateur se rend t-il compte du gâchis des investissements financiers (car le plus souvent non rentables) qu'il veut imposer par dogmatisme aux consommateurs et aux contribuables ? Ce genre de loi autoritaire sans nécessité va contribuer à appauvrir les Français)

Article 10

I. - L'article L. 318-2 du code de la route est rédigé ainsi :

« A compter du 1^{er} janvier 2016 et sous réserve des contraintes liées aux nécessités du service, l'Etat et ses établissements publics, lorsqu'ils gèrent directement ou indirectement, pour des activités n'appartenant pas au secteur concurrentiel, un parc de plus de vingt véhicules automobiles dont le poids total autorisé en charge est inférieur à 3,5 tonnes, acquièrent ou utilisent lors du renouvellement du parc, dans la proportion minimale de 50 %, des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Article 11

I. - Le développement et la diffusion de moyens de transport à faibles émissions de gaz à effet de serre et de polluants constituent une priorité au regard des exigences de la transition énergétique et impliquent une politique ambitieuse de déploiement d'infrastructures dédiées.

Afin de permettre l'accès du plus grand nombre aux points de charge de tous types de véhicules électriques et hybrides rechargeables, la France se fixe comme objectif l'installation, d'ici à 2030, d'au moins sept millions de points de charge installés sur les places de stationnement des ensemble d'habitations et autres types de bâtiments, ou sur des places de stationnement accessibles au public.

(Il faudra donc prévoir de répondre à la demande en puissance et en quantité d'électricité, et donc produire de plus en plus massivement de l'électricité au moindre coût ! C'est incohérent avec la volonté affichée de vouloir réduire la part de la production nucléaire dans le mix énergétique de 75% à 50% de la production).

Article 20

I. - La France se donne pour objectif de dépasser le modèle linéaire « produire, consommer, jeter » et d'assurer la transition vers un modèle d'économie circulaire, en développant un système de production et d'échanges prenant en compte, dès leur conception, la durabilité et le recyclage des produits ou de leurs composants de sorte qu'ils puissent être réutilisés ou redevenir des matières premières nouvelles, afin de réduire la consommation et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources. L'optimisation du cycle de vie des produits prend en compte de manière intégrée l'économie des ressources, matières, énergie, émissions de gaz à effet de serre, et eau nécessaires à ce cycle.

Le développement de l'économie circulaire s'inscrit dans une vision de long terme, fondée sur une convergence entre les enjeux environnementaux, sociaux et économiques.

(Le recyclage partiel du combustible nucléaire, déjà pratiqué pour en réutiliser une partie, s'inscrit parfaitement dans cet objectif. Décidemment, le nucléaire que ce texte veut réduire répond pourtant parfaitement à l'esprit et à la lettre de la transition énergétique).

Article 21

(?)

L'article L. 541-33 du code de l'environnement est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. L. 541-33.* - Est réputée non écrite toute stipulation créant une discrimination en raison de la présence de matériaux ou éléments issus de déchets valorisés dans les produits qui satisfont aux règlements et normes en vigueur, pour un même niveau de performance. »

(Accessoirement, ça veut dire quoi ?)

Article 49

CHAPITRE I^{ER}

L'EVALUATION DES BESOINS ET LA PROGRAMMATION DES CAPACITES ENERGETIQUES

Dispositions communes à toutes les énergies

(...)

« *Art. L. 141-2.* - La programmation pluriannuelle de l'énergie mentionnée à l'article L. 141-1 s'appuie sur des scénarios de consommation et contient notamment des volets relatifs :

« 1° A la sécurité d'approvisionnement ***(avec le nucléaire actuel, on est tranquille avec au moins 5 ans de réserve, et plus de 3000 ans pour la génération suivante GEN IV)***. Ce volet définit les critères de sûreté du système énergétique, notamment celui mentionné à l'article L. 141-7 pour l'électricité. Il peut aussi prévoir la mise en œuvre de dispositions spécifiques, comme la diversification des moyens de production ou des sources d'approvisionnement d'énergie, pour se prémunir des risques systémiques exceptionnels et de forte gravité ***(faut-il reconstruire des centrales à gaz et au charbon, seules alternatives crédibles à la production nucléaire, pour diversifier les moyens de production ? Et ne serait-ce pas en contradiction avec les objectifs de sécurité d'approvisionnement et de baisse des émissions de gaz à effet de serre ?)***;

« 2° A l'amélioration de l'efficacité énergétique et à la baisse de la consommation d'énergie primaire fossile ***(oui, et c'est pour ça qu'il faut prévoir un accroissement de la production nucléaire pour produire l'électricité qui se substituera aux énergies fossiles)***. Ce volet peut identifier des usages pour lesquels la substitution des énergies est une priorité. Le plan national d'actions d'efficacité énergétique au titre de la directive 2012/27/UE s'appuie sur la programmation pluriannuelle de l'énergie ;

Article 53

I. - La recherche et l'innovation constituent un axe majeur de la politique de transition énergétique dans le cadre des objectifs et principes définis dans le titre 1 de la présente loi. Elles contribuent notamment à répondre aux défis de la sécurité énergétique, du soutien de la compétitivité globale de l'économie, de la préservation de la santé humaine et de l'environnement, de la limitation du risque climatique, de la gestion économe des ressources et de la cohésion sociale et territoriale.

(Oui, encore une fois, le nucléaire contribue à répondre à ces défis. Le législateur minore son rôle primordial dans les objectifs affichés.)

LE PILOTAGE DU MIX ELECTRIQUE

Article 55

« Art. L. 311-5-5. – Toute autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité d'origine nucléaire, délivrée en application de l'article L. 311-5, respecte la limitation de la capacité totale de production de 63,2 GW. Le cas échéant, l'exploitant propose les mesures permettant de satisfaire cette condition. *(En clair, il faudra fermer des centrales pour en ouvrir d'autres...)*

« Lorsque la fermeture de capacités de production d'électricité d'origine nucléaire est nécessaire à la délivrance d'une autorisation d'exploiter pour satisfaire aux conditions de l'alinéa précédent, l'autorisation d'exploiter correspondante est abrogée par décret. »

(Après avoir écrit que la production d'électricité sera favorisée pour remplacer les énergies fossiles, il est consternant de constater ici que le législateur veut limiter arbitrairement la puissance installée des réacteurs nucléaires à son niveau actuel, alors que la population va augmenter de 9 millions de Français d'ici 2050 (horizon visé par ce texte dans l'article 2 et 53). Cet article vise directement la fermeture de Fessenheim. C'est un chantage programmé pour EDF. Pour ouvrir l'EPR de Flamanville, et donc ajouter de la puissance, il faudra fermer Fessenheim pour respecter la loi ! Cet article est en contradiction avec la volonté de diminuer la consommation d'énergies fossiles, car le gaz, le pétrole et le charbon sont les seuls moyens de production capables de répondre efficacement à la future augmentation prévisible d'électricité. Le cas de l'Allemagne qui augmente ses émissions de CO2 tout en procédant à la fermeture de sept réacteurs nucléaires devrait être édifiant pour nos apprentis sorciers des cabinets ministériels).

Article 56

« Un commissaire du gouvernement est nommé au conseil d'administration des exploitants produisant plus du tiers de la production nationale d'électricité.

« Le commissaire du gouvernement peut s'opposer à une décision d'investissement dont la réalisation serait incompatible avec les objectifs du plan stratégique.

« Si cette opposition est confirmée par le ministre en charge de l'énergie, la décision ne peut être appliquée sans révision du plan stratégique dans les mêmes conditions que son élaboration initiale.

(Serait-ce le retour larvé des commissaires politiques de si triste mémoire pour surveiller l'orthodoxie "verte" et politiquement correct des membres du conseil d'administration ?)

Article 58

Sont à énergie positive les territoires à haute efficacité énergétique, produisant plus d'énergie qu'ils n'en consomment et contribuant à améliorer l'équilibre entre l'offre et la demande d'énergie à l'échelle locale. *(La Région-Rhône-Alpes est un exemple de territoire à énergie positive. Elle est même la première région française de production d'énergie, soit largement plus que ses besoins². Outre ses barrages fournissant l'équivalent de deux réacteurs nucléaires EPR (25 GWh), elle possède quatre centrales nucléaires et 14 réacteurs qui produisent plus de 20% de l'électricité nationale. Cette production représente environ 30.000 emplois).*

Les plans climat air énergie territoriaux mentionnés à l'article L. 229-26 du code de l'environnement visent le développement de ces territoires à énergie positive. *(La Région-Rhône-Alpes peut s'enorgueillir à juste titre de participer à la richesse nationale grâce à ses barrages et à ses quatre centrales nucléaires).*

² <http://www.rhone-alpes.cci.fr/economie/panorama/pdf/polesdactivite/Nucleaire.pdf>